

Les défis pour le Sud

En Amérique latine, l'économie solidaire trouve son origine dans des expériences d'économie populaire. Elle s'est opposée aux déterminismes et aux limitations du capital et, par là, elle a joué un rôle en faveur de l'amélioration des conditions de vie. Elle a ainsi maintenu en vigueur d'autres principes et d'autres logiques d'organisation du travail, de création de biens et de circulation de richesses issus des pratiques autochtones traditionnelles. Les initiatives menées dans divers pays se diversifient et promeuvent des mouvements nouveaux et grandissants à vocation altermondialiste, vocation affirmée à de nombreuses reprises lors des éditions du Forum social mondial. Le contexte est propice au débat critique et favorable à la revitalisation des principes associatifs et coopératifs.

Luiz Inácio Germany Gaiger

Luiz Inácio Germany Gaiger est docteur en sociologie de l'université catholique de Louvain. Il mène des études sur les mouvements sociaux et sur l'économie solidaire. Il coordonne également le programme post-universitaire en sciences sociales et est responsable de la chaire Unesco Travail et solidarité sociale à l'université de Vale do Rio dos Sinos (Brésil), <gaiger@unisinis.br>.

Dans le contexte actuel, caractérisé par une augmentation tant des besoins que des aspirations humains, l'évolution de l'économie sociale comporte son lot de défis. On assiste en effet à l'introduction de nouvelles exigences de plus en plus strictes en matière de compétences et de développement concurrentiel pour la viabilité des formes alternatives d'organisation sociale et économique. Sous l'angle du Sud, et en particulier de l'Amérique latine, le plus grand défi, de nos jours, est de ne pas succomber à la tentation de suivre les traces du capital pour lui faire concurrence selon ses propres règles,

dans le but de « se ménager une place au soleil », d'occuper au moins des postes secondaires dans les circuits chaque jour plus vastes, plus destructeurs et plus antisociaux, créés par le capital mondialisé, afin de thésauriser quelques restes de la richesse ainsi produite.

Pour être plus clair, le travail des enfants et l'esclavage persistent dans de nombreuses régions et les premières îles océaniques condamnées par le réchauffement de la planète ont déjà entamé leur lente submersion. Du point de vue du capital, il est intéressant de transférer provisoirement ses investissements et de transpor-

ter des caisses de kiwis et de chaussures d'un continent à l'autre, bien que ceux qui ne peuvent pas en produire ne soient en fait que des exceptions. De plus, même lorsqu'il s'agit d'une production propre (éthique), la transhumance massive de capitaux s'avère catastrophique pour les régions dont ils sortent et, à moyen terme, également pour les pays d'entrée. Il convient d'ajouter à cette transhumance des capitaux la consommation massive d'énergie nécessaire pour le transport des biens. En outre, l'on serait bien en peine de citer des exemples où le capital a dans un premier temps engendré le développement social et le bien-être, pour ensuite se transplanter; des situations comme celles-là, naturellement attrayantes pour les futurs investissements, ont été le fruit d'efforts nationaux conséquents, impliquant des décisions amères, dont on se demande si elles ont été récompensées.

ÉCONOMIE POPULAIRE

L'économie solidaire est née d'une autre branche sociale de la société et du monde économique; par conséquent, d'un autre point de vue. Elle s'emploie aujourd'hui à racheter ces valeurs pour *renouveler la fidélité* envers son projet: apporter une sécurité matérielle, une reconnaissance et une vie dotée de sens à l'immense majorité de personnes vivant essentiellement de leur capacité de travail, pour qui il paraît aberrant d'imaginer une économie exogène et opposée au travail.

Depuis le XIX^e siècle, une nouvelle économie caractérisée par des investissements de capitaux étrangers (européens et nord-américains) s'est introduite de ma-

nière progressive, soudaine ou violente en Amérique latine, écrasant au passage les économies existantes et entraînant des réactions diverses chez des individus qui, pour la plupart, vivaient de leur propre effort de production. Néanmoins, nombreux sont ceux qui ont perpétué autant que possible dans leurs modes de vie, dans leurs lopins de terre exigus, dans leurs entreprises nationales modestes, leur *savoir-faire* façonné par l'expérience, ce qui a progressivement donné naissance au grand phénomène de l'économie populaire. Bien qu'elle ait été banalisée par l'étiquette d'économie informelle, qui a davantage mis en exergue ses côtés négatifs de subordination et de précarité, c'est à partir de l'économie populaire que les expériences authentiques de l'économie sociale en Amérique latine se sont posées en tant qu'alternatives pour les travailleurs ruraux et urbains, indigènes et immigrants, qui ont valorisé les pratiques associatives autochtones d'entraide et qui ont fait primer le sentiment communautaire sur le désordre instauré par le capital. Depuis lors, même sous les formes les plus mitigées, la coopération demeure un élément structurant de la vie économique et sociale d'importantes tranches de la population.

SOLIDARITÉ TRADITIONNELLE

Sur ce continent¹, sauf exceptions dans quelques rares pays, la solidarité sociale institutionnalisée, représentée par les mécanismes de redistribution de l'État, n'a jamais remplacé les liens de réciprocité tissés par des organisations et systèmes locaux, dans lesquels la production

¹ Pour une description de l'économie sociale en Amérique latine et au Brésil en particulier, voir l'article d'Andrea Lemaître. « L'économie solidaire en Amérique latine ».

de richesses est subordonnée aux nécessités des groupes et collectivités, leur conférant par conséquent une nature fondamentalement sociale. Ainsi, par exemple, les régions historiquement les plus développées du Brésil d'un point de vue social, mais pas nécessairement les plus riches, sont celles qui présentent la plus grande tradition associative et coopérative. On y observe également l'existence d'une économie plurielle, caractérisée par une plus grande complexité dans sa nature productive et une meilleure résistance aux crises.

Une première cartographie de l'économie solidaire au Brésil montre que les entreprises solidaires se multiplient et se diversifient aujourd'hui dans le pays: groupes de production agro-écologique, associations rurales, coopératives, entreprises autogestionnaires, initiatives d'épargne et de crédit, réseaux de commercialisation, etc.² Par ailleurs, elle met en lumière et confirme deux qualités de ces initiatives, typiques de l'économie sociale en général: premièrement, les entreprises solidaires s'emploient à réduire les niveaux d'inégalité entre leurs membres et à leur assurer une rente et une sécurité économique meilleures. Elles ont pour mérite d'offrir des conditions de vie assurant un minimum de dignité, ainsi que des réseaux de soutien et des opportunités d'acquisition de nouvelles compétences. La sauvegarde du travail est à l'origine de l'entreprise, et c'est bien le *travail associé* qui fait la différence, travailler par autodétermination collective promet une nouvelle identité et un nouveau *statut* pour le travailleur.

Deuxièmement, son fonctionnement dépend résolument de l'intégration positive entre ses principes solidaires et participatifs et les solutions adoptées en vue d'une efficacité économique. Ses chances de survie et sa viabilité à long terme résident donc dans la symbiose entre la solidarité et l'entrepreneuriat.

Ces qualités s'accompagnent d'autres caractéristiques, dans la mesure où elles impliquent des *interdictions positives* pour les entreprises. D'une part, elles ne peuvent écarter le travail comme s'il s'agissait d'un simple instrument de production jetable. La nature même de ces entreprises les incite ainsi à être des agents de la lutte contre la crise du marché du travail. D'autre part, leur dynamique se trouve ancrée dans des relations et des circuits sociaux et économiques externes, caractérisés par des liens de réciprocité et des modalités de concurrence coopérative sur les marchés locaux et régionaux. Les entreprises ne peuvent pas rompre ces relations avec leur entourage, dans le but de drainer unilatéralement les richesses en leur faveur ou de transférer leurs actifs dans d'autres territoires. Elles ont, nécessairement, un rôle d'agent de développement local.

En refusant de se soumettre à la loi absolue de l'accumulation, l'économie solidaire peut se développer dans des secteurs à faible rendement, mais d'une importance sociale indiscutable. Les acteurs de l'économie solidaire ont alors pour alternative d'approfondir leur insertion sociale et de tisser des réseaux de coopération plus larges, tout en pro-

² Le *Mapeamento* (cartographie) correspond à une première tentative de recensement national. Celui-ci a concerné toutes les unités de la Fédération et 40 % des municipalités, cadastrant environ quinze-mille entreprises. Cette base de données, inédite, est analysée par le groupe de recherche en économie solidaire de Unisinos (<www.ecosol.org.br>), à la demande du secrétariat national de l'Économie solidaire (<www.sies.mte.gov.br>).

posant de nouveaux types de services en matière d'éducation, de santé, de logement et d'épargne. Tel semble être l'enseignement à tirer des expériences dans lesquelles l'économie solidaire a obtenu une dynamique systémique, à l'image du coopérativisme de crédit ou des modes de production prévus par les accords en matière de réforme agraire⁴.

De nos jours, la raison fondamentale qui légitime et justifie la présence de l'économie sociale demeure la même, voire prend davantage d'importance: nous avons besoin d'elle telle qu'elle est, c'est-à-dire, de cette économie qui ne s'inquiète pas qu'accessoirement du développement social ou qui ne se montre pas juste tolérante à l'égard des mécanismes compensatoires de distribution des richesses, mais dont la logique intrinsèque et les modes de fonctionnement donnent lieu à et dépendent d'une volonté de coopération et de réciprocité, et qui promeut l'équité et la justice sociale. Cette économie ne naîtra, ni à temps ni en suffisance, des mécanismes de solidarité redistributive mis en place par l'État. Elle ne naîtra pas non plus de la croissance économique engendrée par la logique mercantile. Enfin, elle ne naîtra pas des initiatives de solidarité sociale volontaire qui, bien qu'elles soient louables, demeurent supplétives, dans la mesure où elles ne participent en rien à la transformation des règles du jeu économique et ne font pas émerger de protagonistes d'une *autre* nouvelle économie.

LA CONTRADICTION DU CAPITAL

L'économie du capital se montre supérieure uniquement lorsqu'on l'examine dans sa propre terminologie. La raison instrumentale qui la régit propose des solutions simples qui l'ont rendue plausible, attrayante et fructueuse, comme une forme prétendument spontanée d'arbitrage et un moyen privilégié de garantir les meilleures solutions. Toutefois, elle contient une contradiction fatale, puisqu'elle ne conserve sa rationalité en tant que système qu'au prix de l'élimination systématique des facteurs qui troublent sa continuité. Un coût négligeable pour celui qui en bénéficie, mais extrêmement important pour celui qui le paie. De ce fait, d'un point de vue systémique, la voie qui se dessine devra mener à un nouveau système de régulation, à savoir l'institutionnalisation sociale de l'économie, qui devra contrôler voire asservir la liberté immanente au comportement économique. Cela ne pourra se faire qu'à partir de fondements éthiques conscients et d'une délibération politique, comme ce fut le cas à chaque fois que le pendule moderne a oscillé du marché vers l'État. L'économie sociale sera l'un des mouvements à enclencher dans cette lente et incertaine transformation des rapports de force, tout comme elle représentera, par ses enseignements et ses possibilités futures, une des sources d'énergie et d'exemplification. ■

⁴ Un des cas historiques les plus intéressants, malgré une brusque interruption et une absence d'études encore remarquable sur ce point de vue, constitue les entreprises socialisées pendant la période de l'Unité populaire au Chili. Il ne peut donc s'agir d'une coïncidence si la réaction populaire de lutte pour la survie dans ce pays, déjà sous le régime militaire, a inspiré la première théorisation de l'économie solidaire en Amérique latine.